

**Art. 4 :** Les membres de la CIRR sont nommés par arrêté du ministre chargé des droits de l'homme après désignation par leur structure de provenance.

**Art. 5 :** Chaque membre de la CIRR est également le point focal de son département ou institution de provenance sur les questions des Droits de l'Homme et de la consolidation de la démocratie.

**Art. 6 :** La coordination de la CIRR est assurée par l'un des représentants du ministère chargé des Droits de l'Homme.

**Art. 7 :** Le coordonnateur convoque les réunions de la CIRR, coordonne ses activités et veille à l'accomplissement des missions qui lui sont assignées.

**Art. 8 :** Le secrétariat de la Direction de la Protection des Droits de l'Homme du ministère chargé des Droits de l'Homme assure le secrétariat de la CIRR.

**Art. 9 :** Le secrétariat de la commission interministérielle de rédaction des rapports et de suivi des recommandations est chargé de :

- assurer les tâches administratives et techniques de la commission interministérielle ;
- préparer et organiser les réunions de la commission interministérielle ;
- dresser les procès-verbaux ou comptes-rendus des réunions ;
- suivre les travaux techniques confiés aux membres de la CIRR, aux experts et aux personnes ressources par la commission interministérielle ;
- organiser la collecte et la compilation des données et des études en vue de la rédaction des rapports et du suivi de la mise en œuvre des recommandations y afférentes.

**Art. 10 :** Dans l'exercice de sa mission, la CIRR peut recourir aux administrations, aux organisations de la société civile et à toutes autres compétences, notamment, aux experts et personnes ressources.

**Art. 11 :** Le budget de la CIRR est incorporé à celui du secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme.

**Art. 12 :** Le ministre de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République et le secrétaire d'Etat chargé

des Droits de l'Homme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 mai 2018

Le Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre

**Selom Komi KLASSOU**

Le Garde des Sceaux,  
ministre de la Justice et des Relations  
avec les Institutions de la République

**Kokouvi AGBETOMEY**

**DECRET N° 2018-110/PR du 30/05/18**  
**Portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence Education-Développement (AED)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2002-016 du 30 avril 2002 portant orientation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;

Vu le décret n° 2009-221/PR du 19 octobre 2009 portant organisation des services de la Présidence de la République, modifié par le décret n° 2012-322/PR du 6 décembre 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2017-001 du 22 mars 2017 portant création, attributions et organisation du dispositif de pilotage du projet de création des Instituts de Formation pour l'Agro-Développement (IFAD) ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

**CHAPITRE I<sup>er</sup> - DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier :** Il est créé une Agence Education-Développement (AED), ci-après désigné l'«Agence ».

**Art. 2 :** L'Agence est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle de la Présidence de la République.

**CHAPITRE II - MISSION**

**Art. 3 :** L'Agence conçoit et met en œuvre, en collaboration

avec les acteurs concernés, des initiatives spécifiques d'éducation et de formation pour répondre aux besoins de développement.

Elle participe à l'évolution nécessaire du système éducatif et à la formation des ressources humaines indispensables pour faire face aux mutations économiques.

**Art. 4 :** L'Agence accompagne la création et la mise en œuvre des Instituts de Formation en Alternance pour le Développement (IFAD) dans les filières professionnelles identifiées conformément aux priorités nationales de développement.

Pour la filière agricole, « IFAD » signifie « Institut de Formation pour l'Agro-Développement », l'alternance étant assurée par la mise en situation professionnelle dans une ferme d'exploitation intégrée à l'institut.

A cet effet, l'Agence :

- contribue à l'identification des filières et secteurs d'activités nécessitant un développement des compétences et des capacités en adéquation avec les priorités nationales de développement ;
- veille à l'adéquation formation-emploi dans les IFAD à travers l'analyse des besoins professionnels ;
- contribue à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des projets de création des instituts ;
- veille, dans le cadre de la construction et de l'équipement des IFAD, à l'intégration des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans le dispositif pédagogique et d'équipements professionnels adaptés au plan de formation en situation professionnelle ;
- veille à la conception et à la mise en œuvre du projet d'établissement ;
- met en place des mécanismes cohérents de Partenariat Public-Privé sur lesquels reposent la conception, la création, la mise en place et le suivi-évaluation des dispositifs de formation proposés en réponse aux propositions des professionnels.

L'Agence propose, dans le cadre des formations initiales et continues des IFAD, des filières de formations diplômantes organisées de façon adaptée aux filières métiers.

La formation proposée repose sur la démarche compétence: compétences professionnelles et compétences générales pour préparer le diplômé à son insertion professionnelle et à son évolution face aux mutations.

**Art. 5 :** L'Agence propose des modalités de Partenariat Public-Privé de fonctionnement administratif et financier des IFAD chargés d'une mission de service public d'éducation.

**Art. 6 :** L'Agence assure le suivi-évaluation de l'activité de l'IFAD en collaboration avec les acteurs concernés.

L'Agence assure également, sur la base de son expertise, le suivi des différentes actions de formation professionnelle, le suivi de l'insertion socio-professionnelle des diplômés et fait des recommandations.

**Art. 7 :** L'Agence peut déléguer l'exécution de certains projets à une institution dont les capacités sont jugées suffisantes.

### CHAPITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE

**Art. 8 :** L'Agence dispose des organes suivants :

- un conseil d'administration ;
- une direction générale ;
- un Conseil Permanent de l'Education pour le Développement (CPED).

#### **Section 1<sup>ère</sup> : Du conseil d'administration**

**Art. 9 :** Le conseil d'administration est l'organe d'orientation stratégique et d'administration. Il dispose des pouvoirs les plus étendus à cet égard.

Il est chargé, notamment de :

- définir les orientations de l'Agence et veiller à l'application par celles-ci, conformément à la politique du Gouvernement en matière d'éducation et de développement ;
- adopter l'organigramme et le manuel de procédures et de gestion de l'Agence ;
- adopter le guide de planification et de suivi évaluation des actions ;
- adopter un plan stratégique triennal ;

- approuver chaque année le budget prévisionnel de l'Agence ;
- adopter les programmes de travail et leurs budgets annuels et veiller à leur exécution ;
- évaluer et adopter les rapports d'activités et d'exécution des programmes et projets ;
- fixer le statut, le régime ainsi que la grille des rémunérations du personnel de l'Agence ;
- approuver les conventions de maîtrise d'ouvrage délégué.
- veiller au respect de l'exécution des plans et programmes de travail ainsi que leurs budgets annuels ou pluriannuels,
- faire un compte rendu annuel à la tutelle.

**Art. 10 :** Le conseil d'administration est composé de sept (7) membres suivants :

- 1) une personnalité désignée par le Président de la République, président ;
- 2) le conseiller auprès du Président de la République chargé de l'Enseignement et de la Formation, membre ;
- 3) un représentant du ministre chargé des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation professionnelle, membre ;
- 4) un représentant du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, membre ;
- 5) un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, membre ;
- 6) un représentant du Conseil national du patronat, membre ;
- 7) un représentant des associations professionnelles, membre.

Le directeur général de l'Agence assure le secrétariat des travaux avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge utile, inviter toute personne compétente en matière d'éducation et du développement, à participer à une de ses sessions avec

voix consultative.

**Art. 11 :** Le mandat des membres du conseil d'administration est de trois (3) ans, renouvelable une fois.

Les membres du conseil d'administration sont choisis en fonction de leur probité morale, de leurs qualifications et compétences dans le domaine d'éducation et du développement.

**Art. 12 :** En cas de vacance d'un siège du conseil d'administration, il est pourvu au remplacement dans les mêmes formes.

**Art. 13 :** Le conseil d'administration élabore et adopte son règlement intérieur.

**Art. 14 :** Le conseil d'administration se réunit deux (2) fois par an en session ordinaire et en session extraordinaire, en cas de besoin, sur convocation de son président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres ou du directeur général de l'Agence.

**Art. 15 :** Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) au moins de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le directeur général. Les procès-verbaux font mention des membres présents et sont inscrits dans un registre.

## **Section 2 : De la direction générale**

**Art. 16 :** La direction générale est l'organe de gestion de l'Agence. Elle est placée sous l'autorité d'un directeur général.

Le directeur général est nommé par décret du Président de la République.

**Art. 17 :** Le directeur général assure la gestion de l'Agence.

A ce titre, il est chargé de :

- assurer le secrétariat du conseil d'administration ;

- rendre compte au conseil d'administration de la gestion et du fonctionnement de l'Agence ;
- transmettre annuellement le bilan des comptes de l'Agence au conseil d'administration ;
- exécuter les délibérations du conseil d'administration ;
- appliquer les dispositions du manuel de procédures et de gestion ;
- recruter le personnel de l'Agence conformément au manuel de procédures et de gestion ;
- préparer et soumettre un programme d'activités à l'adoption du conseil d'administration ;
- proposer au début de chaque exercice, les plans d'exécution du programme d'activités et un projet de budget au conseil d'administration ;
- ordonnancer les dépenses de l'Agence ;
- signer les contrats, les conventions et les marchés concourant à la réalisation de la mission de l'Agence conformément au manuel de procédures et de gestion.

**Art. 18 :** Le directeur général peut déléguer ses pouvoirs aux directeurs pour la gestion quotidienne de celle-ci.

**Art. 19 :** La direction générale comprend des services d'appui et des directions regroupant des services techniques dont les attributions sont décrites dans le manuel de procédures et de gestion.

**Art. 20 :** Les services d'appui dont dispose la direction générale sont :

- le secrétariat particulier ;
- le service administratif et financier ;
- le service de communication ;
- le service informatique ;
- le service de passation des marchés publics.

**Art. 21 :** Les directions de l'Agence sont :

- la direction du suivi des IFAD ;

- la direction études prospectives et suivi-évaluation.

Chaque direction est organisée en services.

**Art. 22 :** Le personnel de l'Agence est recruté par le directeur général sur appel public à candidatures conformément au manuel de procédures et de gestion.

### **Section 3 : Du Conseil Permanent de l'Education pour le Développement**

**Art. 23 :** Le Conseil Permanent de l'Education pour le Développement est l'organe qui conduit la réflexion et le partage d'informations sur toutes les initiatives en matière d'éducation et de formation pour le développement en vue de créer des synergies et d'émettre des recommandations.

A ce titre, le CPED :

- examine toutes les initiatives nouvelles aussi bien du secteur public que du secteur privé ;
- participe à l'orientation et au contrôle de l'adéquation entre les formations et les objectifs visés, en collaboration avec les ministères, institutions et services concernés ;
- évalue toutes les initiatives existantes en vue de leur adaptation ;
- émet des recommandations sur toutes les initiatives pour améliorer l'adéquation formation-emploi.

**Art. 24 :** Le CPED est composé comme suit :

- le ministre chargé des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation professionnelle ou son représentant, président ;
- le ministre chargé du Développement à la Base ou son représentant, membre ;
- le ministre chargé de l'Enseignement supérieur ou son représentant, membre ;
- le ministre chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ou son représentant, membre ;
- le président du Patronat ou son représentant, membre ;
- le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo ou son représentant, membre ;

- le président de l'Association des Grandes Entreprises ou son représentant, *membre*.

Outre, les membres permanents ci-dessus, deux (2) représentants des filières professionnelles au titre desquels les dossiers sont présentés pour une session donnée du conseil prennent part de droit à la session.

Le directeur général de l'Agence assure le secrétariat du CPED.

Le conseil peut inviter à ses sessions, toute personne dont les compétences sont jugées utiles pour certains points inscrits à son ordre du jour.

**Art. 25 :** Le CPED se réunit une (1) fois par semestre en session ordinaire. Il peut se réunir en session extraordinaire aussi souvent que nécessaire.

#### CHAPITRE IV - CONTRÔLE DE L'AGENCE

**Art. 26 :** L'Agence est soumise au contrôle de tous les corps de contrôle de l'Etat et à des contrôles spécifiques pour vérifier la conformité des opérations aux grandes orientations définies.

Les comptes de l'Agence peuvent être audités à tout moment à la demande de sa tutelle ou de tout partenaire qui lui verse des ressources par un cabinet d'audit de compétence reconnue, recruté sur une base compétitive après appel à candidature. Les rapports d'audits approuvés par le conseil d'administration sont adressés au cabinet du Président de la République et au ministre chargé des Finances.

**Art. 27 :** Un commissaire aux comptes auprès de l'Agence est recruté conformément à la réglementation en vigueur. La durée de son mandat est de trois (3) ans renouvelable une fois.

Il exerce sa mission conformément à la déontologie de la profession et fait rapport au conseil d'administration.

**Art. 28 :** Le commissaire aux comptes est soumis aux incompatibilités prévues par les lois et règlements en vigueur.

#### CHAPITRE V - REGIME FINANCIER

##### Section 1<sup>ère</sup> : Des ressources

**Art. 29 :** Les ressources de l'Agence sont constituées par des ressources ordinaires et extraordinaires.

Les ressources ordinaires sont constituées de :

- subventions et contributions de l'Etat ;
- dotations des fonds nationaux œuvrant en matière d'éducation et développement ;
- fonds mis à disposition par les partenaires au développement ;
- dons et legs et toutes autres ressources autorisées par la loi.

Les ressources extraordinaires comprennent :

- les emprunts rétrocédés par l'Etat ;
- toutes autres ressources affectées.

**Art. 30 :** L'Etat verse, chaque année, à l'Agence une dotation pour les dépenses de fonctionnement, d'équipement et d'investissement.

Cette subvention est versée sur un compte ouvert, au nom de l'Agence, au Trésor public.

##### Section 2 : Des dépenses

**Art. 31 :** Les dépenses de l'Agence sont constituées par :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement,
- les dépenses d'investissement.

##### Section 3 : Du régime fiscal

**Art. 32 :** L'Agence bénéficie des exonérations accordées conformément aux lois de finances lorsqu'elle procède, sur les financements extérieurs ainsi que sur les dons et legs, à l'acquisition de services, d'équipements, de matériels et de produits nécessaires à l'accompagnement de sa mission.

##### Section 4 : De la gestion financière

**Art. 33 :** L'Agence tient une comptabilité publique conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. 34 :** L'exercice comptable commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

## CHAPITRE VI - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**Art. 35** : En attendant la mise en place effective des organes de l'Agence, le comité de pilotage créé par arrêté n° 2017-001 du 22 mars 2017 assure leurs missions.

**Art. 36** : Le directeur de cabinet du Président de la République est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 30 mai 2018

Le Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

### DECRET N° 2018-114/PR du 05/06/18 Portant nominations à titre étranger dans l'Ordre National du Mérite

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 Octobre 1992,

Vu la loi N°61-35 du 2 Septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée,

Vu le décret N° 62- 62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 Septembre 1961 susvisée,

Vu la loi N° 73-35 du 26 mars 1973 instituant l'Ordre National du Mérite ;

#### DECRETE :

**Article premier** : Les ingénieurs chinois ci-après, sont nommés à titre étranger dans l'Ordre National du Mérite.

#### OFFICIER

1- Colonel HUANG Guan Cheng

#### CHEVALIERS

1- Lieutenant ZHU Haigang  
2- Monsieur FU Jianguo  
3- Monsieur WU Yacheng  
4- Monsieur ZHANG Jing  
5- Monsieur ZHANG Zijie  
6- Monsieur HU Changyuan

**Art. 2** : Le présent décret qui prend effet à compter du 05 juin 2018, date de prise de rang des intéressés, sera enregistré

et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 05 juin 2018

Le Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

#### ARRETES ET DECISIONS

#### ARRETE N° 033/MJRIR/SG/DAAF/DGPA du 22/03/18 portant nomination

#### LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE

Vu la loi n° 2013-002 du 21 janvier 2013 portant statut général de la fonction publique togolaise ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2012 -006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2015-038/PR du 05 juin 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2015-041/PR du 28 juin 2015 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 2015-120/PR du 14 décembre 2015 portant modalités communes d'application du statut général de la fonction publique togolaise ;

Compte tenu des nécessités du service ;

#### ARRETE :

**Article premier** : Mademoiselle **DJOBBO Bassariétou Essotna**, n° mle 043322 U, technicienne supérieure en secrétariat de direction, précédemment en service au secrétariat général du ministère de la Justice et des Relations avec les Institutions de République, est nommée secrétaire particulière du procureur de la République près le tribunal de première instance de Lomé.

**Art. 2** : Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé le 22 mars 2018

Le ministre de la Justice et des Relations  
avec les Institutions de la République

**Kokouvi AGBETOMEY**